



ARRETE MUNICIPAL
Portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire

Le maire de la commune Plachy-Buyon (Somme)
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général de collectivités territoriales, notamment l'article R.2212-2,

Vu le Code de la santé publique, notamment les articles L. 3334-1 et L. 3334-2,

Vu la demande présentée par madame LEMOINE Janine, présidente de l'association club de gym de Plachy-Buyon, en vue de vendre à consommer sur place des boissons du deuxième groupe à l'occasion de l'événement « loto » à la salle polyvalente communale.

ARRETE

ARTICLE 1 : l'association club de gym de Plachy-Buyon, est autorisée à ouvrir un débit de boissons temporaire de 2ème catégorie, conformément aux articles L. 3334-1 et L. 3334-2 du Code de la santé publique.

ARTICLE 2 : Ce débit temporaire de boissons sera installé dans la salle polyvalente communale, à l'occasion du loto:

Le samedi 19 mars 2016 de 18h00 à minuit.

ARTICLE 3 : l'association club de gym de Plachy-Buyon s'engage à respecter toutes les obligations qui découlent de la présente autorisation, notamment concernant la protection des mineurs contre l'alcoolisme et la répression de l'ivresse publique et manifeste. L'association club de gym de Plachy-Buyon s'engage également à n'apporter aucune gêne au voisinage.

ARTICLE 4 : La présente autorisation est donnée à titre précaire, et peut être révoquée par le maire, à tout moment, pour des raisons non prévues dans le présent règlement et résultant de la réglementation en vigueur.

ARTICLE 5 : Le retrait de l'autorisation est automatiquement prononcé, sans indemnité dans les cas suivants :

- o Sous-location de l'autorisation à un tiers
- o Inobservations des conditions imposées à l'occupant
- o Refus de faire réparer les dégradations commises par le bénéficiaire, son personnel ou encore les personnes dont il est responsable.

Toute installation ou travail effectué sans autorisation ou en non-conformité d'une autorisation fera l'objet d'un procès-verbal transmis au procureur de la république.

Les installations devront alors être enlevées immédiatement et, dans tous les cas, dès la première mise en demeure du maire.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie nationale de Saint Saufieu
- Monsieur le garde champêtre territorial

Fait à Plachy-Buyon, le 11 mars 2016



Le maire,
Lionel NOEMAND